

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot
Téléphone : GUT. 61-71. BERG. 40-51
Après minuit : GUT. 59-59

Directeur :
GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS			
1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	9 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

Au nord de Verdun, plusieurs attaques allemandes à gros effectifs, menées avec une violence inouïe, sont restées sans succès.

Lettres du Front

Déplacements

C'est l'incertitude du lendemain qui fait la tranquillité d'âme du soldat. Comme il ne sait jamais où il sera dans quarante-huit heures, ni ce qu'il fera, ni s'il sera vivant, mort ou blessé, il n'a pas à se soucier de l'avenir : il ne le prépare pas, on le lui sert tout fait. Le véritable soldat n'a qu'à jouir de l'heure présente, à la façon d'Omar Khayam.

Cette loi de la vie du soldat ne se vérifie jamais autant que dans les déplacements brusques auxquels sont soumis les corps de troupe au cours de la guerre moderne. Aujourd'hui ici, demain là, et peu importe l'endroit où l'on se bat, puisque l'on y est toujours utile et que l'on peut partout remplir son devoir et contribuer à sauver son pays et la liberté.

Le 25 août 1914 au soir, notre division était victorieuse. Brusquement l'ordre de retraite arrive : abandonnant la route de Verdun à Metz, nous traversons la Woëvre à pied en quarante-huit heures. Le 27, nous prenons le train au sud de Verdun ; nous venions d'apprendre que la Belgique était abandonnée, les frontières violées, le pays envahi, notre armée en retraite. Nous nous efforcions de ne pas trop songer aux événements dont nous ne connaissions d'ailleurs que peu de chose, nous voulions rester calmes pour accomplir nos fonctions ; mais c'en était fait de ces rêves d'offensive que des officiers pleins d'entrain avaient répandus parmi nous.

Nous allons peut-être assister aux dernières convulsions de la France. Où étaient nos armées actives ? Où s'arrêtera l'ennemi ? Quand et où se battra-t-il ? Musellera-t-on ces Prussiens ? Sera-t-on écrasé ? Allait-on assister à un nouvel effondrement, comme en 1870 ? Serions-nous donc toujours des vaincus ? Quelle humiliation nous attendait cependant, quelle tyrannie monstrueuse si nous ne résistions pas à ces hordes organisées avec tant d'apprêt pour la guerre ?

Nous traversons le Valois aux forêts charmantes ; les rosiers grimpants étaient tout fleuris ; de braves gens nous encourageaient avec des gestes ; aux gares, on apportait des paniers de fruits aux soldats. Nous étions inquiets et tristes.

Nous débarquâmes au nord de Compiègne le 28.

Sur le quai de la gare de Remy, on s'aperçut que nous n'avions pas de cartes de la région dans laquelle nous étions appelés à combattre ; Somme, Ile-de-France... Le commandant m'appelle, me charge de réquisitionner une automobile et me fait partir avec le lieutenant-adjoint pour aller en chercher.

A Paris, après vingt jours de campagne, cela me semblait un rêve étonnant. Sur la route, nous rencontrâmes les premiers convois d'émigrants, des Belges qui poussaient des voiturettes d'enfant... A Compiègne, les Anglais occupèrent le château, les cafés, les hôtels ; nous recueillîmes des détails précis sur la défaite. Et le lendemain, tandis qu'on nous acclamait, pendant qu'à cent à l'heure nous regagnions le bataillon, nous savions que nous n'étions que les soldats de la défaite.

Nous sommes descendus plus bas. Le 9 septembre, j'ai vu, sur un poteau, à une croisée de chemins : Paris, 24 kilomètres. Je me suis assis et j'ai injurié ceux qui disaient que l'on irait plus loin.

On s'est battu. A travers Betz, Acy-en-Multien, nous avons traversé le champ abandonné par les soldats de von Kluck, plein de cadavres empesés. Je suis arrivé sur les camions automobiles abandonnés dans la forêt de Villers-Cotterets avant que le génie n'ait fait un chemin et ramassé les obus que l'incendie et l'explosion avaient semés sur un rayon de cent mètres. J'ai eu froid. J'ai eu faim. Un soir, j'ai vu Maunoury, près de Vic-sur-Aisne, regarder le combat d'artillerie qui faisait aux crêtes une couronne de flammes. Je suis de ceux qui ont traversé la rivière.

On peut mourir. On a lutté.

La marche de nuit sur Compiègne, avant l'embarquement pour Mondidier, vers Roye ; on croyait qu'on allait à Anvers ; pas très chaud, cette nuit-là ; pour ne pas m'endormir, je décrivais les peuples de l'Autriche-Hongrie à un lieutenant, mort depuis en Champagne, un bien charmant garçon : il faisait des commentaires, il était fiancé, il ne lisait pas Taine, il vendait du café et n'avait pas peur des balles.

Qu'est-il arrivé encore ? Ah ! oui ! des marches vers l'Artois. Puis l'hiver,

l'eau, la pluie, toujours la pluie, peu de gel, parfois la neige, la plaine en chocolat ; dès qu'on sort des boyaux, on ramasse des balles... On n'a plus marché : huit mois d'encrentement. La pelle, la pioche et l'ennui.

Un beau jour, oui, un très beau jour de juin, on apprend qu'on va filer en Argonne. L'Argonne, sale coin : on s'y bat sans cesse. Tant mieux, on se battra, et puis on verra des bois, la bataille, une autre façon de faire la guerre. Revue, décorations, adieux du général. On part. On est parti. Jamais les hommes n'ont tant chanté.

Rappellerai-je que de Greil à Noisy-le-Sec une jeune femme, rencontrée par hasard, voyagea dans le wagon des officiers ? Une Parisienne ! Une Parisienne, messieurs. Lorsque l'on apercevait des G. V. C., on la mettait à la portière pour leur faire des pieds de nez. Les braves territoriaux croyaient que le ciel leur tombait sur le crâne, et leur tête devenait ronde comme du camembert.

Nous avons quitté la petite jeune femme aux yeux noirs, et Paris au loin nous est apparu comme un rêve, une terre que l'on voit de loin sans être sûr de pouvoir jamais en toucher les bords. Le train tout entier avait le cafard.

Dressé sur un tampon, un clairon, un gros clairon père de famille, allait passer près de son village de banlieue. De la portière voisine je regardais ses joues enflammées, ses yeux de plus en plus humides.

— Ah ! les vaches ! dit-il, le bras tendu vers des pierres. Mon chantier qu'est toujours arrêté !

Et l'on dit que le peuple de France n'aime pas son travail.

Je ne sais plus dans quelle gare nous trouvâmes du vin de Champagne. Il y avait six mois que je n'avais rien bu de pareil.

Je me réveillai près du monument de Valmy. Et je songeai à Goethe. Lui aussi a ramassé une veste par ici. Et encore aujourd'hui commence une nouvelle période de l'histoire du monde.

On arrivait enfin.

Salut à toi, forêt ! ô tombeau de nos frères ! Les souffles de la nuit, le brouillard argenté, dès l'abord tu nous les donnas, tandis que le train ahannait pour grimper la côte. Et nous étions déjà, trempés dans ce bain de fraîcheur triste, des défenseurs de l'Argonne.

Lorsque l'on se rencontrera, plus tard, si l'on sort de ce cataclysme, les uns diront : « Carancy, Souche, Navarin, Etrépy, l'Yser... » D'autres diront : « Beauséjour, l'Argonne, Kriethia... » Et ceux qui se reconnaîtront ainsi à ces mots de passe tout ravinés, à ces noms qui veulent dire des tombes, des obus, encore des obus et encore des tombes... ces compagnons des mêmes misères et des mêmes efforts se regarderont du même regard lumineux et triste : nous savons ce que tout cela veut dire et que nous n'achetons pas la gloire de la France avec de faciles discours.

Demain, je partirai peut-être. Où que j'aille, je suis soldat, chasseur à pied, je m'enfichiste et jeune. Si je meurs, qu'on ne s'attriste pas ! Lorsque le vieil Ulysse eut fini ses voyages, il avait empli une existence curieuse de beaux tableaux et d'émotions fortes. Nous, en quelques mois, nous vivons plus et qu'Achille et qu'Ulysse. Nous léguons les pantoufles que nous n'userons pas aux embusqués, aux vieillards, aux pessimistes. La vie est belle et les événements conspiraient à faire de nous des touristes effrénés. Et que souhaiter ici-bas, sinon de beaux voyages ?...

Capitaine Z.

L'Art n'a pas de Patrie !

Voici une affiche qu'on peut voir à Châteaurox et qu'on a vue dans toutes les villes du Centre. Elle se passe de commentaires :

PARISIANA

CONCERT-CINÉMA

Hôtel de France. — Entrée : rue Molière

Du 18 au 24 février 1916

SPECTACLE MONSTRE

A la demande générale

(Encore une semaine)

LA VEUVE JOYEUSE

Film français de MM. de Fiers et Caillavel,

d'après la pièce française L'Attaché d'Ambassade, de Melhac.

Exécution vocale et instrumentale de la partition de la célèbre opérette signée par Franz Lehar

Nous aurions cru que, par convenance pour les femmes dont les maris sont morts sous les balles boches, on changerait au moins le titre et ensuite qu'on ne laisserait plus jouer cette musique autrichienne, au moins pendant la guerre !

La Bataille de Verdun

RÉSISTANCE EFFICACE

Les Communiqués

15 heures

En Argonne, à l'est de Vauquois, nous avons exécuté de nouveaux tirs sur des ouvrages ennemis dans la région du bois de Cheppy.

Activité intermittente de l'artillerie entre Malancourt et la rive gauche de la Meuse. La canonnade a continué avec moins de violence dans la région au nord de Verdun.

L'ennemi n'a dirigé aucune attaque sur nos positions au cours de la nuit.

Nous sommes établis sur une ligne de résistance organisée en arrière de Beaumont sur des hauteurs s'étendant à l'est de Champneuveville et au sud d'Ornes.

Nuit calme sur le reste du front.

23 heures

En Champagne, dans la matinée, nous avons attaqué et enlevé un saillant ennemi au sud de Sainte-Marie-a-Py. Au cours de cette action nous avons fait trois cents prisonniers dont seize sous-officiers et cinq officiers.

En Argonne, tirs de destruction efficaces sur les organisations allemandes au nord de La Harazée.

Dans la région au nord de Verdun, la neige est tombée en abondance au cours de la journée. L'activité des deux artilleries est toujours d'une extrême intensité sur tout l'ensemble du front et principalement à l'est de la Meuse où le combat se poursuit avec le même acharnement. Plusieurs attaques allemandes à gros effectifs menées avec une violence inouïe sur la côte du Poivre sont restées sans succès. Une autre attaque sur nos positions du bois de la Vauche a été

également arrêtée. A l'ouest de la Meuse, aucune action d'infanterie.

Dans les Vosges, duel d'artillerie dans la vallée de la Fecht.

D'après les nouvelles qui nous parviennent d'Allemagne, par l'intermédiaire de la presse neutre, nos adversaires auraient le triomphe assez modeste, pour le moment du moins. Sans doute, plus tard, enlèveront-ils leur succès.

Toujours est-il que le résultat n'est pas encore à hauteur de leurs espérances, et les promesses alléchantes, d'après lesquelles cette attaque mettrait enfin un terme victorieux à la guerre, sont loin d'être réalisées.

Aussi bien semblent-ils maintenant renier tout projet grandiose et borner leur ambition à se débarrasser de « l'action incommode exercée contre leurs communications dans la partie nord de la Woëvre par notre occupation des positions situées au sud de la ligne Consenveye-Azannes ».

Ceci est une porte de sortie.

Nous sommes établis sur une nouvelle position qui s'étend depuis la cote du Talon, à l'est de Champneuveville, passe par la cote du Poivre et le bois de la Vauche. Nous y avons résisté, toute la journée, aux assauts les plus furieux.

Cette position couvre les avancées du fort de Douaumont, elle est par conséquent à dix kilomètres au nord de Verdun. Etendue et organisée depuis longtemps, elle est excellente et nous saurons en tirer parti.

Attendons.

Général Verraux

La Guerre de la Raim

Tous les Cédipes de l'Europe sont occupés à résoudre l'énigme de cette bataille de Verdun, qu'on appelle déjà, dans les milieux diplomatiques, la bataille du désespoir.

Parce que cette crise de fureur désespérée éclate dans une atmosphère de confiance en soi et de jactance triomphante dont notre public français, qui ne lit pas les journaux germaniques, ne se fait pas idée.

Je citais hier l'orgueilleuse déclaration du maréchal Mackensen expliquant que l'Allemagne avait assez conquis et se reposerait désormais sur ses lauriers ; c'était aux vaincus à venir les lui reprendre s'ils l'osaient !

Mais l'Allemagne a voulu prévenir une offensive générale de toutes les armées alliées, qu'elle savait combinée pour ce printemps ?

Cela encore est en contradiction complète avec le langage que sa presse tenait sur l'état et les intentions des Alliés. Les journaux de Vienne surtout étaient inénarrables sur ce chapitre.

Le Neues Wiener Journal ayant appris que la Russie cherchait à établir des industriels polonais le long du Transsibérien, annonçait gravement que la Russie avait compris qu'elle n'était pas mûre pour jouer un rôle en Europe, et que son véritable avenir était en Asie. La paix était donc prochaine : le cabinet de Petrograd, cédant à l'opinion des classes conservatrices, échangerait la Pologne et les provinces baltiques contre la Perse et l'Arménie. C'était simple. L'œuf de Colomb !

Quant à l'Italie, selon la Neue Freie Presse, la hausse du fret la met à l'agonie. M. Salandra est au désespoir et ne demande qu'à passer la main à un successeur germanophile.

Mais c'est en France que la situation est la moins réjouissante. Le Fremdenblatt (officieux) estime que M. Poincaré se couvre de ridicule en parlant de recouvrer l'Alsace-Lorraine, alors qu'il se trouve exactement « dans la situation de Charles VII avant la venue de Jeanne d'Arc : l'Ouest de son pays est aux mains des Anglais, tandis que le Nord et l'Est sont aux mains des Allemands. Paris excepté, il est donc réduit à la puissance qu'avait le dérisoire roi de Bour-

ges ! » Hein ! Vous ne vous doutiez pas de ça ?

Reste l'Angleterre. Mais elle a appris à connaître la puissance des sous-marins allemands qui lui ont coulé le dixième de sa flotte marchande. Quand les nouveaux sous-marins lui en auront coulé encore un ou deux dixièmes, elle sera bien plus affamée que l'Allemagne, car elle ne peut, comme celle-ci, se suffire à elle-même. C'est elle alors qui sera trop heureuse d'implorer la paix.

Vous voyez comme tout va bien pour les empires centraux. Ils n'ont qu'à attendre que les fruits de la victoire, qui mûrissent pour eux sur l'espaler du temps, leur tombent dans la main.

Mais alors, puisque M. Poincaré garde juste autant de terrain qu'en avait l'impérial dauphin Charles, avec Paris en plus, mais avec Jeanne d'Arc en moins, quelle nécessité de se ruiner en furieux contre ce vaincu ? Impressionner les neutres ? Mais ce désespoir ne peut que leur produire l'effet contraire.

Non. Il a fallu une autre raison. Tous ces décors de carton ont dû tomber devant la détresse intime de l'Autriche-Hongrie, devenue insoutenable. La bataille sous Verdun, c'est la guerre de la faim.

Maurice de Waleffe

LA NEIGE

Il a neigé hier et les flocons sont tombés avec tant d'abondance et de persistance que le service de la voirie a été débordé, comme les chaussées et les trottoirs qui disparaissent sous un épais tapis blanc, puis gris et sale. Les plus graves inconvénients en sont résultés au point de vue de la circulation, et il est permis de se demander s'ils n'auraient pu être en partie évités avec un peu plus de perspicacité de la part des bureaux de la préfecture de la Seine, qui avaient reçu dernièrement du ciel un avertissement, négligé comme tant d'autres.

Il a suffi de douze heures de neige pour faire de Paris — car il vaut mieux ne pas parler de la banlieue dont l'état est plus lamentable encore — un cloaque abominable. De quatre heures du matin à quatre heures de l'après-midi, les flocons n'ont cessé de tourbillonner avec plus ou moins de violence, arrêtant presque la vie de la capitale.

Au service du nettoyage, à l'Hôtel de Ville, on s'est contenté de se croiser les bras. Sous prétexte qu'on avait dès le matin affiché, aux lieux convenus, que du personnel était réclamé pour « l'enlèvement des neiges », on a attendu qu'il vint. Or, malgré qu'il y ait actuellement un nombre inaccoutumé de sans-travail, il s'est tout juste présenté une centaine d'hommes et une trentaine de femmes aux agents-voyers. Les autres ont préféré rester les pieds au

chaud et se contenter de l'allocation de chômage qui leur est allouée.

Les deux circonvénions des ouvriers et cantonniers de l'Administration municipale étant mobilisés, douze cents poires de bras au moins eussent été nécessaires. Les cent cinquante volontaires qui se sont offerts n'ont pu suffire à la besogne.

La chute continue de la neige a causé de graves perturbations dans les services des transports. Les trainways furent rares : ou bien les compagnies avaient sensiblement réduit le nombre de leurs voitures en circulation, ou bien, après des essais infructueux, elles avaient dû interrompre partiellement tout service. Il en fut de même des voitures hippomobiles et automobiles. Les rares cochers et chauffeurs qui avaient quitté le garage ont, pour la plupart, odieusement abusé de la pénurie des moyens de transport pour demander des prix fabuleux. Leur mot d'ordre était « pas de course au taxi ». Et il fallait palanquer dans la boue glacée ou payer trois francs pour aller de la place du Théâtre-Français à la Concorde, et jusqu'à un louis pour se rendre de l'Étoile à l'Odéon.

Les chemins de fer souterrains ont vu encore de ce fait augmenter l'affluence de tous les jours. On s'y écrasait littéralement et certaines lignes métropolitaines ont subi des retards importants ; mêmes troubles dans la circulation des trains de banlieue et de grandes lignes.

Les livraisons ont été également interrompues et nulle part on n'a plus souffert qu'aux Halles du mauvais état de la voie publique. Très peu de maraichers ont pu arriver à destination. Les choux, les poireaux et les carottes sont restés en panne aux portes de Paris. De ce fait, le carreau a été presque désert et les cours des denrées ont subi une hausse inévitable. Quant à la question des ordures ménagères, elle a été résolue très simplement : les poubelles sont restées sans être vidées devant les immeubles.

Dans la soirée, la marche des piétons et des voitures était, par suite de l'obscurité, rendue plus difficile encore, aussi bien dans les immenses mares de boue que sur les trottoirs durcis.

Main-d'œuvre utilisable

L'Œuvre de l'Hospitalité de nuit nous informe que, dans le cas où on aurait besoin de personnel pour l'enlèvement des neiges, on peut s'adresser dans les salles suivantes : 59, rue de Toqueville (XVII^e) ; 14, boulevard de Vaugirard (XV^e) ; 33, rue Doudeauville (XVIII^e) ; 122, boulevard de Charonne (XX^e).

Les martyrs d'Alsace

COMMENT ILS MEURENT

L'Alsacien dont nous contions hier l'histoire eut la chance d'être blessé par une balle russe, et évacué. Parfois d'heureuses circonstances permettent à tout un groupe de soldats d'abandonner leur poste.

Dernièrement, l'un de nos amis annexés, sergent dans un régiment d'infanterie française, tenait avec sa section une tranchée en face d'un poste d'écoute ennemi. Quelques mètres seulement séparaient les deux lignes. Une nuit, il entendit les hommes du petit poste parler entre eux en patois alsacien. Il les interpella : « Eh, là-bas, les Alsaciens ! cria-t-il, venez donc un peu jusqu'ici. Moi aussi je suis un wacke ! » — « Nous viendrons bien, répondit une voix, mais il y a le sous-officier ! » — « Bon, reprit notre ami, je vais aller voir. »

Il partit de la tranchée, rampa jusqu'au poste d'écoute, se trouva nez à nez avec l'Unteroffizier, un Polonais allemand, et, comme celui-ci faisait mine de tirer, il le tua. Les vingt-cinq hommes du poste qui appartenaient au 99^e d'infanterie de Saverne, passèrent dans les lignes françaises, non cependant sans avoir auparavant déchargé sur leurs « frères d'armes » toute leur provision de cartouches.

Mais pareille aventure ne peut être qu'exceptionnelle. La mort par contre aura fauché sans trêve les Alsaciens-Lorrains soit parce que leurs ennemis les mettent en première ligne, soit parce qu'ils les exécutent.

De temps à autre, par des renseignements particuliers, ou par l'excellent et vaillant journal de M. Florent-Matter, l'Alsacien-Lorrain de Paris, auquel collaborent entre autres le grand avocat de Colmar Paul-Albert Helmer et l'abbé Wetterlé, défenseur de l'Alsace au Reichstag, nous obtenons quelques précisions pour certains petits villages. Dans telle localité de 500 habitants, on signale soixante tués ; ailleurs la proportion est encore plus forte. La direction générale des chemins de fer d'Alsace-Lorraine annonçait officiellement, dans une statistique publiée à Berlin, que, sur les 4.000 cheminots qui dépendent d'elle, dix pour cent ont été tués.

Par la Suisse, par la Hollande et la

Belgique, nous apprenons avec un long retard des morts ou des exécutions. En novembre seulement nous savions que tel soldat alsacien avait été condamné à mort et fusillé à Liège dans les derniers jours d'août « pour avoir donné à plusieurs soldats français, en traitement dans un hôpital de la ville, l'occasion de s'enfuir en Hollande ». A la paix, l'Alsace connaîtra l'étendue de son deuil.

Mais que de drames resteront à jamais dans l'ombre ! Que d'exécutions auront eu lieu dans un coin perdu d'une campagne française, et que nous ne connaîtrons jamais.

Au moment de la déclaration de guerre, un jeune Strasbourgeois veut rejoindre notre armée. Sa mère, femme pratique et peureuse, qui craint pour elle-même, pour son mari et sa fortune, prie son fils de n'en rien faire. Le jeune homme est incorporé dans un régiment allemand, mais au premier combat refuse de tirer. On le fusille.

L'abbé Wetterlé, dans l'une des si intéressantes et si utiles conférences qu'il a données depuis son arrivée parmi nous, nous conte l'admirable histoire d'un de ses jeunes amis de Colmar qui avait tout juste vingt-deux ans quand la guerre éclata.

Jean, c'était son petit nom, était le fils d'un commerçant d'un quartier populaire de la ville ; dès sept ans, il était allé en classe, au *gymnasium*, et avait connu la discipline allemande, avait entendu vanter les beautés de la culture allemande, la supériorité de la civilisation allemande sur toutes les civilisations en général et la française en particulier. On lui avait expliqué la grandeur de l'histoire prussienne, les victoires de Frédéric l'Unique, l'écrasement de Napoléon en 1815, le triomphe de Sedan en 1870. Jusqu'à seize ans, ses maîtres s'étaient efforcés de lui faire comprendre tout l'intérêt qu'il y avait pour lui à se rallier à la Force allemande.

Après le gymnase et l'université, Jean avait fait son année de volontariat dans un bataillon de chasseurs à pied. Il avait terriblement souffert. Durant les premières semaines, alors qu'il venait de revêtir l'uniforme, il osait à peine sortir : « J'ai honte de me présenter devant vous sous la livrée du roi », disait-il à l'abbé Wetterlé. Ah ! si vous saviez qu'elles folles envies il me prend parfois de désertier et d'aller m'engager dans la légion étrangère !

L'abbé l'avait calmé de son mieux, lui montrant toutes les conséquences de son acte pour sa famille, et pour l'Alsace qu'il devrait abandonner. Puis les jours sombres de 1914 étaient venus. Le jeune homme, comme tous les Alsaciens, sentait venir la guerre. Allait-il être obligé de se battre contre sa vraie patrie ?

Jean était à Dresde quand la guerre éclata. Il fut incorporé dans un régiment saxon.

Autour de lui, c'était l'enthousiasme délirant de la foule armée parlant pour la *razzia*. Tous les Germains, ivres de leur force, criaient leur joie sous le soleil d'août. La guerre serait courte ; on irait en France piller et boire et l'on verrait Paris, la grande ville où l'on s'amuse !

Heil dir im Siegeskranz ! — Salut à toi que couronne la victoire.

Au milieu de la folle ennemie, Jean était désespéré. Il écrivit à son père : « J'ai la mort dans l'âme et les plus noirs pressentiments m'assaillent. » Nous partons demain pour la frontière.

« Tu connais mes sentiments et tu apprécieras ma douleur et ma honte.

« Sois tranquille d'ailleurs. Je te jure que je ne lirai pas sur les troupes françaises. Plutôt mourir que de m'exposer à d'éternels remords. »

Jean tint parole. Dans la seconde quinzaine du mois d'août 1914, il souffrit cruellement. Partout l'armée française se repliait. La force allemande semblait irrésistible. « Allons-nous assister à la répétition de la guerre de 1870 ? » demandait-il à un de ses camarades alsaciens qui servait dans sa compagnie. Le soir de Charleroi, il pleura.

Au début de septembre, pendant la bataille de la Marne, il était en première ligne au sud de Châlons. — « Sergent, votre tir est bien défectueux, lui dit son lieutenant. Toutes vos balles vont s'enfoncer en terre à cent mètres devant vous. Prenez garde ! »

Il continua de tirer trop bas. — « Je comprends ! s'écria tout à coup l'officier. Vous êtes tous des traîtres, vous autres, chiens d'Alsaciens ! Il est temps de faire un exemple ! » Il prit son revolver et tua Jean d'une balle dans la tête en disant à ses hommes : « Voilà comment meurent les amis des Français ! »

Quelques jours plus tard le père de l'assassiné recevait la lettre suivante :

Monsieur, votre fils est mort de son amour pour la France. Grièvement atteint par la balle d'un officier qui l'accusait d'épargner les Français, contre lesquels nous combattions, il a surécrit quelques heures à peine à sa blessure. C'est dans mes bras qu'il a rendu son dernier soupir après avoir reçu pieusement les secours de la religion. Avant de fermer les yeux, il m'a chargé d'une mission auprès de vous : « Tu écriras à mon père, m'a-t-il dit, que j'ai tenu fidèlement mon engagement. Pas une goutte de sang français n'a taché mes mains. J'ai eu la joie avant de mourir de voir l'armée française se ressaisir. »

Un instant il se recueillit, puis un sourire glissa sur ses lèvres et, réunissant ses dernières forces, il s'écria : « Vive la France ! »

Voilà comment meurent les Français d'Alsace après un demi-siècle de domination allemande. Le sang de ces jeunes hommes doit sceller la réunion prochaine des provinces perdues et de la patrie. Après avoir lu l'histoire du petit Jean de Colmar, qui oserait signer une paix qui laisserait les Alsaciens-Lorrains sujets allemands ?

André Faure

Le "soixante-douzième"

ou
l'art de se faire rembourser

Pour faire suite aux soixante-dix marchés scandaleux passés par l'autorité militaire et reconnus comme tels par le ministre de la guerre, lors de l'interpellation Simyan, nous avons signalé, dans l'*Oeuvre* du 30 janvier, une soixante et onzième opération commerciale, portant sur l'achat de 300 camions-automobiles et qui, elle aussi, était d'une régularité douteuse.

Au moment où la Chambre vient de voter la loi sur les bénéfices de guerre et où une commission parlementaire étudie les conditions dans lesquelles l'Intendance traite avec certains fournisseurs, il nous paraît opportun d'attirer l'attention sur un soixante-douzième marché qui, par ses à-côtés surtout, offre un véritable intérêt.

Nous ne voulons pas mettre nettement les points sur les i ni citer les noms, mais nous précisons suffisamment, cependant, pour que les gardiens des intérêts de l'Etat puissent facilement s'éclairer s'ils veulent s'en donner la peine.

Au début de la guerre, un vague commerçant de la rive gauche portant un nom biblique qui commence par un D, en faillite depuis deux ans et poursuivi pour faux, usage de faux et escroquerie, errait, briste et désespéré, dans les rues de la capitale lorsqu'une situation lui fut offerte par le gouvernement : celle d'auxiliaire.

D... la trouva sans agrément et après s'être concerté avec les siens et notamment avec son frère, failli et insolvable comme lui, il imagina de devenir fournisseur de l'Etat.

Les deux frères, grâce à des procédés que nous ignorons mais sur lesquels la commission parlementaire pourrait faire la lumière, obtinrent de l'Intendance la commande de plusieurs milliers de sacs de couchage.

Nantis de ce contrat, ils s'adressèrent à un grand négociant du centre de Paris, qui porte un nom très connu dans l'aviation, et obtinrent de lui la toile nécessaire à la fabrication de leurs sacs. Ils installèrent alors des ateliers dans une localité voisine du pont construit par Perronet et se mirent à la besogne pour satisfaire l'Intendance.

Tout semblait marcher à merveille lorsqu'au mois de janvier 1915 D... fut arrêté et emprisonné à la Santé.

J'ai dit qu'il était sous le coup de poursuites pour faux et usage de faux ; j'ajouterai que la plainte émanait d'un sénateur à la femme de qui il avait souté une somme assez rondelette. L'arrestation était la conséquence de la plainte du Père Consenti.

Les affaires du fournisseur de l'Etat se gâtaient donc, mais il avait du ressort et était logicien.

Après un mois d'incarcération, il délégua son frère auprès de son créancier avec mission de lui tenir le langage suivant :

« Vous avez fait arrêter D... juste au moment où, grâce à une commande de l'Intendance, il allait pouvoir rembourser Madame votre épouse. Est-ce adroit ? Je vous en laisse juge. »

Le sénateur comprit aussitôt qu'il avait fait une faute, et il promit de la réparer. Mais il se méfiait, il voulait des garanties. De part et d'autre on finit par s'entendre.

Il fut donc convenu que D... serait relâché, qu'il ferait sa livraison de sacs de couchage, mais que les bénéfices du marché seraient versés entre les mains du sénateur pour le payer de sa créance.

Il en fut ainsi fait. D... sortit de la Santé et se remit au travail. Toutefois, pour plus de sûreté, l'instruction fut tenue en suspens de façon à pouvoir être reprise si les conditions de ce singulier compromis n'étaient pas exécutées.

Elle le furent et, à la fin d'août 1915, tout s'arrangeait. Le sénateur était payé et le juge d'instruction, chargé de l'affaire, rendait une ordonnance de non-lieu, le plaignant s'étant désisté.

N'allez pas croire, cependant, que le fournisseur de l'Etat n'ait retiré de tout cela que le droit de se promener en liberté et qu'après avoir vidé sa bourse dans celle de l'homme politique, il resta sans le sou.

Non, quelqu'un devait payer, mais pas lui. Ce fut l'honnête négociant qui, sur la vue du contrat passé avec l'Etat, avait fourni la toile. D... reste lui devoir 40.496 francs, somme qu'il garda pour se dédommager. Mais, comme il est en pourparlers en vue d'obtenir une nouvelle commande, il a fait dire dernièrement à son créancier que, s'il voulait bien ne pas lui susciter d'ennuis, il ferait son possible pour le régler.

On n'est pas plus conciliant.

Maxime Serpelle

Hors d'Œuvre

POSTE RESTANTE

Mardi dernier, j'étais entrée, pour prendre un mandat, dans un bureau de poste de Montmartre. J'attendais mon tour patiemment (car la poste est surchargée), lorsqu'un incident vint distraire, sinon charmer mon attente.

Cet incident se passa devant le guichet de la poste restante, qui est, de tous les guichets, le plus encombré, le plus débordé par la clientèle féminine. Je me demande ce que ça pourrait être si l'administration n'avait pas pris des mesures contre les abus de la poste restante.

Une brave femme, qui n'avait pas l'air contente du tout, tenant par le bras une très jeune fille, qui n'avait pas l'air plus fière que ça, fendit le flot des postulantes, arriva devant l'employé et brandit sous son nez un paquet de lettres.

— Voilà, monsieur, voilà ce que j'ai trouvé dans le réticule de ma fille, qui a seize ans. Lisez cette correspondance : c'est du propre ! Comment se fait-il que vous lui ayez remis ces lettres ?

— Si je lui ai remis ces lettres, répondit l'employé, c'est évidemment parce qu'elle était en règle avec nos instructions.

En effet, la jeune fille avoua que, grâce à la complaisance d'une amie, elle avait pu présenter au guichet une pièce établissant qu'elle avait dix-neuf ans.

— Maintenant que vous êtes au courant, dit la mère à l'employé, vous lui refuserez son courrier.

— Evidemment... Mais mademoiselle votre fille en sera quitte pour changer de bureau de poste...

Je crus devoir présenter mes condoléances à la bonne dame qui, en échange, me donna un renseignement précieux sur l'origine de la correspondance entreprise par sa fille.

— Voyez, me dit-elle, ce que j'ai encore trouvé dans son sac.

Elle me tendit un numéro d'un magazine qui a la prétention d'être le plus parisien des illustrés, mais qui s'est fait une spécialité exclusive (et ceci est à l'honneur des autres) de la polissonnerie artistique et littéraire. Sur cinq colonnes de cette publication s'étaient des annonces du type suivant :

« Jeune officier, Paris, désire prendre contact avec j. fille ou femme blonde, affect., désint., ayant formes sympathiques. Ecrire... »

J'ai tout de suite compris pourquoi la poste restante, en temps de guerre, avait conservé une agréable clientèle.

ZETTE

Profiteurs de la Guerre

Les chauffeurs d'autos-taxis, qui ont déjà trouvé dans les malheurs publics une source de profits exceptionnels, ont vu hier le ciel lui-même leur prodiguer des faveurs inouïes.

La neige était tombée en abondance. La circulation à pied était impossible ; les tramways se trouvaient plus ou moins arrêtés. L'auto-taxi, pour les gens pressés, était la seule ressource et le dernier espoir.

Or, les chauffeurs, tout-puissants, exigeaient pour charger le client que celui-ci payât une somme égale à son poids en billets de banque.

Cela, d'ailleurs, n'est que l'application implacable de la loi de l'offre et de la demande. Mais certains allaient jusqu'à employer un véritable chantage.

Tel ce chauffeur qui, ayant pris à son bord une dame pour le voyage Auteuil-boulevard Saint-Michel, arrêta sa voiture dans les jardins déserts du Trocadéro, et déclara froidement à sa cliente que, faute de payer une rançon de 5 francs, il la débarquerait au cœur de cette solitude glacée.

Tel aussi le chauffeur du 2259 G-3. Pris en station par un de nos amis, il déclara qu'il ne marchait pas au tarif. Notre ami s'installa dans la voiture, en annonçant qu'il attendait le passage d'un agent. Le 2259 G-3 partit alors à toute vitesse sur un itinéraire fantaisiste et finit par s'arrêter dans une petite rue, à la porte d'un bistrot. Le chauffeur descendit de son siège et entra chez le bistrot, non sans avoir dit au client :

— Vous pouvez toujours attendre un agent. Il n'en passe jamais par ici...

En effet, il ne passa pas d'agent.

Economies

Un ministre bien intentionné a fait passer dans ses bureaux une note prescrivant l'emploi du papier administratif sous forme de feuilles simples.

Malheureusement, il existe un stock de feuilles doubles dans les bureaux et un autre stock chez le fournisseur. Celui-ci n'entend pas diminuer le poids de ses fournitures ; et il a objecté que la section du papier réduisait son format protocolaire. Les lettres continueront donc à être écrites sur feuille double.

La même note ministérielle prescrivait de ne plus correspondre entre bureaux sous enveloppe, mais sous chemise, sauf le cas de communications confidentielles. Mais comme, aux yeux de M. Lebeureau, toute communication est urgente, importante et confidentielle, les notes continuent à être envoyées sous pli fermé nécessitant l'emploi de sept enveloppes pour s'arrêter dans sept bureaux différents, les services de sept dactylos pour écrire sept fois la suscription, le

temps de sept employés pour les déca-cheter et les recacher.

Enfin, la note recommandait désormais l'emploi par les simples employés de règles en bois, qui coûtent quelques sous, au lieu de règles en cristal, qui reviennent à neuf francs la pièce et ont tous les inconvénients de la fragilité.

Les employés ont opposé le non *possimus* à la prière du ministre, « ayant constaté par une longue expérience qu'il est impossible de tracer des traits absolument droits avec des règles en bois ».

On peut voir par là qu'un ministre est bien peu de chose, surtout à l'égard des employés de son ministère.

Des cailloux

Sur la route de Saint-Jean-sur-Tourbe aux Hurlus, véritable route de Champagne dans la plus affreuse acception du mot, on avait enfin décidé, il y a trois mois, de mettre des cailloux.

On en a donc amené ; on les a étalés sur la route et on a fait venir un superbe rouleau de système anglais, à pétrole.

Or, depuis trois mois, au lieu de patager dans la boue, les poilus qui descendent aux tranchées ou qui en remontent marchent sur ces cailloux. Ce n'est pas une amélioration à leur sort ; si on les avait consultés, ils auraient sans doute préféré la boue. Mais on ne les a pas consultés. On estime que, si la guerre dure encore seulement deux ou trois ans, ils finiront par enfoncer eux-mêmes les cailloux.

Mais, me direz-vous, et le rouleau à vapeur ?

Le rouleau à vapeur est toujours là, sur le côté de la route. Il se rouille depuis trois mois.

Qu'est-ce qu'on a attendu pour le mettre en marche ?

On a attendu, on attend toujours « un ordre », un ordre avec des cachets, avec des signatures : ça ne vient pas aussi vite que le pensent les profanes.

Mais il viendra certainement avant la fin de la guerre !

Au Sénat

Les Pupilles de la Nation

M. Painlevé dépose sur le bureau du Sénat un projet relatif à la taxation de l'avoine et du seigle.

Après l'adoption, par 260 voix contre 0, d'un projet portant ouverture de crédits spéciaux, le Sénat reprend la discussion générale du projet Bourgeois sur les pupilles de la nation et les orphelins de la guerre.

M. Jénouvrier vient, selon ses propres termes, « apporter dans ce douloureux débat une parole apaisée ». Oui, il faut que la nation adopte les fils de ceux qui sont morts pour elle, mais le projet de la commission est-il bien conforme à ces louables intentions ? A-t-elle tenu compte de nos méurs, de nos préjugés ? M. le rapporteur a évoqué la Grèce, mais, en Grèce comme à Rome, on avait un souverain mépris pour la faiblesse et l'enfance malheureuse. Il a fallu la grandiose révolution du christianisme pour fonder le principe du respect de l'enfance, de la faiblesse et du malheur.

— Après les stoïciens ! s'écrie M. Lintilhac.

M. Jénouvrier s'applique à réfuter l'interpellation. Il discute les stoïciens, leur oppose le christianisme et défend l'ancien régime. Si l'ancien régime ne s'occupait pas des orphelins de la guerre, c'est que les soldats de la royauté n'étaient pas des pères de famille. C'est sous Louis-Philippe qu'ont été instituées les pensions aux veuves et aux orphelins.

Actuellement, il y a 80.000 orphelins de la guerre. Il faut distinguer entre ceux qui ont encore une famille et ceux qui n'ont ni mère ni parents.

Les premiers n'ont pas droit à pension, mais ne pourraient-on réserver à la mère un bureau de tabac ou une recette quelconque ?

Quant aux orphelins de la guerre qui n'ont ni mère ni parents, il faut tout faire pour qu'ils ne tombent pas à la charge de l'Assistance publique.

— L'Assistance publique prend le plus grand soin des enfants qui lui sont confiés ! s'écrie M. Ranson.

— Je ne le conteste pas ! dit M. Jénouvrier ; mais les fils de nos héros ne doivent pas être inscrits sur les registres de l'Assistance publique.

M. Ranson accepte ce point de vue.

Somme toute, M. Jénouvrier, sauf sur certains points, se déclare satisfait du projet déposé par le précédent gouvernement ; mais nous souffrons, selon lui, de deux grands maux : l'instabilité ministérielle et le défaut d'intervention du Conseil d'Etat dans la rédaction des projets de lois soumis aux Chambres. Quant au projet de la commission, l'orateur le dissèque article par article et combat l'institution du tuteur social et de l'office départemental avec la même ardeur que M. de Lamarzelle, parce qu'il voit en elle un moyen de brayer la volonté de la famille pauvre qui vaudra pour le pupille une éducation religieuse.

M. Painlevé, au contraire, défend le projet de la commission qu'il juge de nature à renforcer celui du gouvernement.

Séance vendredi.

A la Chambre

On va retirer du front quelques "spécialistes"

M. Ribot dépose, au début de la séance, le projet relatif au paiement immédiat des réquisitions. C'est pour répondre aux préoccupations nées au cours de la séance de la veille. Ces réquisitions devront être réglées par une commission de trois membres qui iront dans les communes et opéreront sur place et directement.

On aborde ensuite la discussion de la proposition de résolution Mourier concernant la situation des hommes mis en sursis d'appel comme manœuvres et au titre de professions diverses.

La définition de ces termes s'imposait préalablement, semble-t-il. Mais elle reste à faire.

M. Mourier explique que les hommes de l'arrière occupés dans les usines font, en somme, leur devoir comme leurs camarades du front.

Il s'agit, on le devine, de combattre ce sentiment qui existe dans le public que certains socialistes ont été embusqués dans les usines plutôt que comme spécialistes.

M. Mourier reconnaît, d'ailleurs, que le contrôle des ouvriers dans les usines s'est fort mal exercé. Un grand nombre de gens mis à l'arrière ne sont pas à leur place. Ils pourraient être remplacés par des R. A. T. qui sont au front depuis plus de quinze mois et qui, lorsqu'ils viennent en permission, ont le désagrément de croiser dans la rue des jeunes gens visiblement embusqués.

— Envoyez au front les treize mille curés embusqués ! crie M. Brizon qui pourrait peut-être y aller pour sa part, puisqu'il a trente-sept ans.

— Sur les treize mille curés, répond M. de Gailhard-Bancel, il y en a beaucoup, déjà, qui sont au front.

M. Mourier voudrait qu'on renvoie sa terre le paysan de France ; — qui resterait au front, alors ? pourrait-on lui faire observer.

Il proteste, par contre, contre le retrait du front d'une foule de faux ouvriers. Il prie, notamment, le général Gallieni de renvoyer à l'arrière les R. A. T.

M. Treignier lui succède.

— La commission de l'armée, dit-il, est tout à fait d'accord avec M. Mourier.

Il le dit moins brièvement, mais il ne dit pas autre chose.

M. Lauche parle à son tour sur la question des salaires des ouvriers des usines. Elle n'est pas résolue.

M. Albert Thomas répond. — Au lendemain de la bataille de la Marne, dit-il, il a fallu improviser la production des munitions. On employa brusquement 80.000 spécialistes. Certes, on avait bien recommandé aux industriels de ne réclamer que les hommes de la territoriale, mais, un certain nombre d'appels illicites ayant été formulés au profit d'embusqués, il fallut procéder à l'épuration des usines et débarrasser ceux qui avaient cru trouver là un moyen de ne pas aller au front.

D'accord avec M. le général Gallieni, le sous-secrétaire d'Etat aux munitions prend l'engagement de faire revenir du front plusieurs milliers de réservistes de la territoriale pour remplacer les manœuvres. Il serait temps aussi d'envisager s'il est utile de rappeler du front les spécialistes des classes 1911, 1915, 1916 et 1917. On a déjà examiné et décidé que les tourneurs et mécaniciens de ces classes ne resteraient à l'usine que s'ils sont déclarés faibles de constitution. Dans un délai de trois mois, un industriel aura pu former des spécialistes, et ces jeunes gens regagneront alors leurs corps. Telle est la marche que l'on suivra.

— Si d'autres mesures sont nécessaires, ajoute M. Albert Thomas, elles seront prises.

Il termine en disant qu'il a puni des commandants de dépôt qui n'avaient pas suivi ses instructions. Il ne peut, en tout cas, y avoir aucun doute, aujourd'hui, sur la régularité du service ouvrier dans son administration.

M. Albert Thomas a parlé fort énergiquement. Il a paru convaincre même ses adversaires. La plus grande publicité sera faite autour des noms de ceux qui seront rappelés et des motifs pour lesquels ils seront rappelés. Ceci pour apaiser les scrupules de M. Lafferre.

La discussion est close et un amendement de M. Breton est incorporé au projet de résolution et voté avec lui.

Cet amendement tend à choisir en premier lieu, parmi ceux qui l'on retirera du front, les pères des familles les plus nombreuses.

M. Breton demandait même les pères de quatre enfants (sic). La Chambre n'a pas osé aller jusque là.

Une interpellation de MM. Jobert et Labrousse a pour but de signaler des abus dans une usine où un contrôleur aurait abandonné son poignard de contrôle, et dans une autre usine où les embusqués seraient comme des coqs en pâte.

M. Albert Thomas répond que les faits sont en partie exacts et qu'une enquête est ouverte.

Séance mardi, pour la discussion de l'interpellation Tissier sur le travail des mobilisés dans les usines utilisées pour la défense nationale.

Qui a lu l'*Oeuvre* aujourd'hui
la lira demain

DERNIÈRES NOUVELLES

Ferdinand le Couard

Les dépêches d'Autriche, transmises par Genève, nous ont fait savoir que Ferdinand de Bulgarie, confortablement établi en je ne sais quel lieu abrité par des grenades, prenait part à des bandes de table marchant bulgares. Cela se passait au commencement du mois et dura une huitaine. Affaires d'Etat.

Un peu plus tard, les dépêches nous signalaient le gaillard à Vienne, bien mangé, bien buvant, pratiquant à Schrambrunn le chantage et la mendicité, puis essayant d'entortiller le nonce, Mgr Scapinelli, à qui il demanda de dire une messe pour l'âme, de sa déjunte mère. A l'issue de la messe, il appréhenda le prélat et se mit à lui expliquer qu'il était un type dans le genre de Constantin, car il avait aperçu le Labarum au-dessus de la tête de Guillaume II, qu'il se sentait disposé à installer la vraie foi dans les Balkans, et qu'il serait ravi que le pape en fût informé. Cela se passait vers le milieu du mois et dura onze jours. Affaires de conscience.

Et maintenant, flanqué de ses deux fils, le voilà parti pour son Allemagne, pour Cobourg : il va faire un pèlerinage au tombeau de ses pères. Cela durera autant que possible. Affaires de famille.

En somme, infidèle à sa religion, à ses amis, à ses alliés, à sa parole, Ferdinand est parfaitement fidèle à son passé de couardise. Des négociations pressantes, des devoirs pieux le réclament sans cesse, mais c'est toujours pour le rapprocher du confort et l'éloigner des fatigues. Quant au danger, il ne songe même pas à faire semblant de l'affronter. C'est probablement la seule hypocrisie qu'il n'ait jamais eue. — ACHILLE PLISTA.

Complot allemand contre le président Wilson

New-York, 25 février. — Au moment où le président Wilson a besoin de l'aide loyale du parti démocratique pour mener à bien la controverse avec l'Allemagne, il est menacé d'une défection des chefs de ce parti.

Cependant, le président Wilson maintient son point de vue : il a averti MM. Stone et Flood que sa patience est lassée par les négociations avec l'Allemagne au sujet de la campagne sous-marine et qu'il ne supporterait pas plus longtemps l'accusation de timidité portée contre le gouvernement.

Les démocrates, au Sénat, ont toujours fait le jeu du comte Bernstorff. Ils excusent leur attitude envers le président par la crainte d'une rupture avec l'Allemagne.

En résumé, malgré les efforts du comte Bernstorff, le président Wilson maintient ferme son attitude.

Le Times dit qu'il lui faut toute son énergie et toute son autorité pour anéantir le complot tramé à l'intérieur et à l'extérieur du Parlement.

Le poison de la détestable propagande allemande essaie de créer la discorde et de rendre le gouvernement impuissant au moment critique, mais le président est appuyé par le pays et il est probable que les conspirateurs seront chassés de leurs circonscriptions aux prochaines élections.

Roumanie et Russie

Le voyage de M. Filipesco
Bucarest, 25 février. — Sur tout le front l'activité des artilleries a été entravée par les conditions atmosphériques défavorables. Sur la hauteur de Santa-Maria (Tolmino), dans la nuit du 24 février, pendant une tempête de neige, nos fractions avancées ont surpris un détachement ennemi qui, avec des vêtements blancs, essayait de s'approcher de nos positions.

L'ennemi a été repoussé, laissant de nombreux cadavres sur le terrain. Nous avons fait quelques prisonniers.

Signé : CADORNA.
Genève, 25 février. — Selon le Vorwaerts, M. Strebel, dans son discours à la Diète de Prusse, a dit : « Quiconque ne pense pas comme le gouvernement est envoyé au front. Plus la guerre durera, plus les luttes sociales et politiques seront ardentes. »

ESPIONNAGE ALLEMAND EN SUISSE

Genève, 25 février. — Une nouvelle entreprise d'espionnage vient d'être découverte à Genève. Elle avait pour théâtre un des principaux palaces de la ville. Il faut croire qu'elle avait une certaine gravité, puisqu'un des principaux personnages qui s'y trouvaient impliqués, le maître d'hôtel, Joseph Dittler, s'est suicidé en se jetant dans le lac. Le secrétaire et deux sommeliers, arrêtés par la police, sont actuellement sous les verrous.

Il va sans dire que c'est au profit de l'Allemagne que cette entreprise d'espionnage fonctionnait.

LA QUESTION IMPERIALE EN CHINE

Pékin, 24 février. — Le Journal officiel de Pékin publie un décret de Youan-Chi-Kai, en date du 23 février, par lequel il ajourne la date de la date de son couronnement, en raison de la situation troublée des provinces.

L'effort révolutionnaire a été enrayé par l'arrivée de nombreuses troupes gouvernementales venues du Nord. Les insurgés cependant tiennent toujours Szei-Fou, malgré les efforts répétés faits pour le leur reprendre.

De nombreuses bandes de brigands opèrent sous le pavillon républicain.

LE ROI DE SERBIE expose les raisons de la guerre

Le roi Pierre, accablé par l'âge et les épreuves, se repose à Aspissos. Là, il a reçu un journaliste américain, correspondant de l'Associated Press, et lui a fait les belles déclarations qui suivent :

Système féodal ou idéal de liberté

« Cette guerre est le suprême et dernier effort du régime féodal ; c'est une lutte à mort entre le régime féodal d'hier et la liberté de demain. C'est pourquoi il fallait que la guerre éclatât sur les rives du Danube et non ailleurs ; car le cours du Danube est la mince limite qui sépare le système féodal le plus obstiné — maintenu par d'indignes intrigues — de l'idéal de liberté le plus opiniâtre possédé par des hommes prêts à combattre jusqu'au dernier pour la réalisation de cet idéal. »

« Et cependant, nous avons toujours voulu vivre en paix avec les Autrichiens. Bien souvent, j'ai contemplé de mes fenêtres, à Belgrade, les plaines et les montagnes d'Autriche de l'autre côté du Danube, me demandant : « Voyons, se peut-il que nous ne puissions pas, en bons voisins, suivre notre voie et leur laisser suivre la leur ? »

« Mais il est de la nature d'un Etat féodal que la liberté ne puisse pas et ne doit pas fleurir dans son voisinage. L'Autriche y prit bon soin. Du temps des Obrénovitch, la Serbie fut réduite à être un simple Etat tributaire de l'Autriche. Elle n'était plus libre. Par le traité de 1881, elle abdiqua tous ses droits. »

Paysans, mais paysans libres !

« Aujourd'hui, de nouveau l'Autriche cherche à poursuivre à l'égard de la Serbie la même politique qu'auparavant, à créer en Serbie, Montenegro, Bosnie et Herzégovine un empire d'Etats vassaux pour le profit de sa noblesse féodale. »

« Nous ne pouvons accepter cela. Nous sommes des paysans, mais des paysans libres. Moi, le roi, je sors du peuple, mais de ce peuple héroïque qui a toujours préparé la mort à l'esclavage confortable et honteux. Mon grand-père était un paysan ; je suis plus fier de cela que de mon trône. Les couronnes se perdent, on ne perd pas le sang pur et sain de ceux qui ont vécu de la terre. »

« Que Dieu m'accorde de voir la rédemption de mon peuple ! »

Puis, le vieux roi a parlé avec amertume des Bulgares, à qui, malgré tout ce qui s'est passé, il dit encore du fond de son cœur : « Qu'ils vivent en tranquillité chez eux ! Il y a place pour nous tous dans les Balkans. »

Il a parlé de la Grèce qui, dit-il, « a compris autrement que nous ses intérêts dans les Balkans, mais a rempli ses devoirs d'ami et de voisin ». Enfin, énumérant sa fatigue, il a exprimé avec énergie sa foi vivante en la résurrection de la Serbie :

« Je crois à la liberté de la Serbie comme je crois en Dieu. Cette liberté fut le rêve de ma jeunesse ; elle fut le but pour lequel je combattis pendant ma virilité ; elle est devenue la croyance du crépuscule de ma vie. Je ne vis que pour voir la Serbie libre. Je prie Dieu de m'accorder de vivre jusqu'au jour de la rédemption de mon peuple. Ce jour-là, je suis prêt à mourir si le Seigneur le veut. J'ai beaucoup lutté dans ma vie, et la lutte m'a lassé, meurtri, déjeté, mais je veux voir, je verrai le triomphe de mon peuple. Je ne mourrai pas avant la victoire de ma patrie. »

Echec autrichien à Tolmino

Communiqué italien

Rome, 25 février. — Sur tout le front l'activité des artilleries a été entravée par les conditions atmosphériques défavorables.

Sur la hauteur de Santa-Maria (Tolmino), dans la nuit du 24 février, pendant une tempête de neige, nos fractions avancées ont surpris un détachement ennemi qui, avec des vêtements blancs, essayait de s'approcher de nos positions.

L'ennemi a été repoussé, laissant de nombreux cadavres sur le terrain. Nous avons fait quelques prisonniers.

Signé : CADORNA.

SOUS PRETEXTE DE CENSURE...

Genève, 25 février. — Selon le Vorwaerts, M. Strebel, dans son discours à la Diète de Prusse, a dit : « Quiconque ne pense pas comme le gouvernement est envoyé au front. Plus la guerre durera, plus les luttes sociales et politiques seront ardentes. »

« Il est intolérable que, sous prétexte de censure, il soit défendu de dire que dans certains milieux on réalise des bénéfices énormes et que dans ces mêmes milieux on fait tout pour prolonger la guerre afin de remplir les porte-monnaie. »

LES NAVIRES ALLEMANDS INTERNES AU PORTUGAL

Lisbonne, 25 février. — Le dragueau portugais a été arboré sur le vapeur allemand Vesta, ancré à Porto.

Toute la presse approuve vivement l'action du gouvernement en ce qui concerne la prise de possession des navires allemands internés dans les ports portugais.

Lisbonne, 25 février. — Aussitôt la prise de possession des navires allemands internés dans les ports, la réquisition en a été notifiée aux armateurs ou consignataires. Le gouvernement portugais en a avisé également le gouvernement allemand ; son intention est d'indemniser les propriétaires, lorsque l'emploi de leurs bateaux ne sera plus nécessaire.

La saisie des bâtiments allemands stationnés dans les colonies portugaises a été faite simultanément.

UN GÉNÉRAL HELLÈNE prononce des paroles amies

Salonique, 24 février. — Le général Moschopoulos, commandant le 3^e corps d'armée à Salonique, a déclaré au journal l'Indépendant :

« Les impressions que j'ai rapportées de ma visite au front anglo-français sont excellentes. Je suis enthousiasmé de l'accueil chaleureux dont j'ai été l'objet. Les travaux de fortification exécutés sur le front des Alliés sont magnifiques et surprenants. »

« Le génie des Alliés a accompli des merveilles. Les travaux de défense exécutés pendant les trois derniers mois autour de Salonique correspondent à une année de travail. »

« En ma qualité de général hellène, et connaissant la région fortifiée, je puis déclarer que Salonique est à l'abri de toute invasion. »

« Si, par hasard, les Germano-Bulgares entreprenaient une offensive, ils rencontreraient un rempart de fer. »

« Les fortifications du camp retranché de Salonique ont été exécutées sur la base des dernières données de l'art stratégique. »

« Salonique deviendra le camp retranché le plus formidable du monde. »

« Je suis fort content de voir nos rapports avec les Alliés devenir plus étroits. Les troupes anglo-françaises et les troupes grecques doivent vivre en parfaite intelligence, dans l'intérêt de la Grèce et de l'Entente. »

« Une détente est de bon augure, elle permettra de dissiper définitivement les malentendus et de raffermir nos relations. »

« Le roi m'a envoyé un télégramme m'ordonnant d'accorder toutes facilités aux Alliés, soit pour leur transport, soit pour leur ravitaillement. »

LA BATAILLE DE VERDUN

Ce que veulent les Allemands

Londres, 25 février. — La Westminster Gazette dit que les Allemands ne peuvent pas faire croire à leurs propres gens et aux neutres que la bataille au nord de Verdun est une bataille pour Paris ; ce qu'ils recherchent avant tout, c'est un avantage moral qui donnerait occasion de sonner les cloches à Berlin pour encourir le peuple contre le blocus et décourager les neutres hésitants quant au résultat final de la guerre.

« Tandis que la bataille fait rage, dit ce journal, notre devoir est d'envoyer à nos alliés un message de sympathie, de confiance et d'admiration pour l'habileté et la vaillance qu'ils déploient contre l'attaque formidable. »

« Nous ne regrettons rien, sinon que nos braves n'aient pas l'occasion de se tenir aux côtés de leurs camarades français sur cette partie du champ de bataille. »

Genève, 25 février. — Commentant la bataille qui fait rage devant Verdun, le Journal de Genève de ce soir se demande si la sanglante attaque des Allemands est une simple démonstration destinée à détourner l'attention d'une autre offensive montée sur quelque autre partie du front, ou bien si c'est réellement ce que veulent les troupes du kronprinz, et le journal genevois penche pour la seconde de ces hypothèses.

« Aujourd'hui, dit-il, un second indice semble résulter de la persistance des attaques particulièrement violentes. Elles se succèdent sans arrêt et sont soutenues par un feu d'artillerie également ininterrompu. Il faut donc bien que les effectifs soient importants et que, d'une façon générale, de très puissants moyens aient été réunis pour assurer un succès. On ne comprendrait guère que l'état-major allemand fût résolu à sacrifier ainsi son armée sans l'espoir et la volonté de voir ces sacrifices justifiés par un résultat. »

LA MORT D'UN BRAVE

Marseille, 25 février. — Cet après-midi on le vit, à l'hôpital militaire, au milieu d'une affluence considérable, les obsèques du colonel serbe Yosan Ougrinovitch, décédé à la suite d'une maladie contractée pendant la dernière campagne. Le colonel Ougrinovitch avait défendu Nich contre les Austro-Allemands avec le dernier acharnement et ne se retira qu'avec 200 de ses hommes sur 3.000. Dans la guerre balkanique, en 1913, il était entré le premier dans Andrinople à la tête de son régiment.

AU « JOURNAL OFFICIEL »

Le Journal officiel publie ce matin : Note du ministère des finances rappelant que l'Etat français peut se charger d'assurer contre les risques maritimes de guerre tant les corps de navires battant pavillon national, que les chargements sur bateaux français, alliés ou neutres.

Les demandes doivent être adressées à la commission exécutive des assurances contre les risques maritimes de guerre.

M. ROOSEVELT A LA MARTINIQUE

M. Roosevelt qui, accompagné de Mme Roosevelt, visite en ce moment les Antilles a passé à la Martinique la journée du 22 février. Fort-de-France, pavovait par la circonstance, a chaudement accueilli, par des ovations répétées, ses visiteurs, qui ont assisté à une prise d'armes et parcouru en automobile la ville et ses environs. Un banquet de 80 couverts a été l'occasion d'un échange de toasts cordiaux et émus. M. Roosevelt but à la France toujours glorieuse et bientôt victorieuse. Le soir eut lieu une représentation de gala, à l'issue de laquelle l'ex-président regagna son yacht à travers la ville illuminée.

L'« Oeuvre » militaire

LES MÉDECINS

La glorieuse phalange des officiers de France, qui a su si dignement tracer à notre héroïque armée la voie du sacrifice et du devoir, a payé un lourd et sanglant tribut à ce minotaure dévorant qu'est la guerre. En tête, comme proportion des pertes, viennent les officiers d'infanterie ; ensuite, d'après les statistiques, les médecins du front.

Dans certaines offensives, les médecins de bataillon ont, au moment de l'assaut, suivi leur vague. Nombreux sont ceux qui vivent sur la ligne de feu, et nombreux ceux qui y sommeillent sous un tertre de terre et sous une croix de bois !

Vous allez penser que, menant la vie du combattant, partageant ses dangers, ses fatigues, sa misère et sa gloire, les médecins ont droit aux mêmes prérogatives, à la même autorité. Détrompez-vous, il n'en est rien ! Les médecins, qui reçoivent tous les coups, sans pouvoir en rendre aucun, ne sont pas combattants ; ils ne sont pas « semblables » aux officiers ; ils sont simplement « assimilés ». Leur autorité est discutée ; ils dépendent de toutes les armes, de nombreux services, et ne sont pas les maîtres chez eux. Récemment on voulait leur donner les galons des services. Ils n'ont ni l'épaulette, ni le sabre du combattant. Ce sont les parents pauvres de l'armée. Ils méritent vraiment mieux que cela !

En Allemagne, dès le début de la guerre, les médecins ont été mis en possession de toutes les prérogatives des combattants, y compris l'écharpe de grande tenue, insigne du commandement. Nos ennemis apprécient le corps médical à sa valeur. Le nôtre a largement égalé, a surpassé le leur, non seulement en science et en dévouement professionnels, mais encore en courage, en héroïsme militaire ; pourquoi ne lui donnerait-on pas les mêmes satisfactions ?

Mortimer Mégrot

Les délégués anglais à Bordeaux

Bordeaux, 25 février. — La délégation parlementaire anglaise est arrivée à Bordeaux, ce matin, à heures.

Elle était accompagnée de MM. Franklin-Bouillon, Georges Leygues, Outrey, Guernier, Cels, d'Aubigny et Chaumet, députés.

Elle a été reçue, sur le quai de la gare par MM. Olivier Bascou, préfet ; Charles Gruet, maire ; Daniel Guestier, président de la Chambre de Commerce et du Comité franco-britannique bordelais.

Les délégués ont consacré leur matinée à parcourir les quais et le port et à visiter l'un des grands chais d'une maison de vins. Cette visite les a vivement intéressés.

Au Comité jougo-slave

Le Comité jougo-slave, dont le siège est à Londres, s'est réuni en séance plénière à Paris, sous la présidence du docteur Trumbic, ancien député de Zadar (Dalmatie), au parlement autrichien.

Le Comité a arrêté, au cours de ses délibérations, toute une série de mesures importantes en vue d'une collaboration efficace à la cause commune des Alliés. Il s'est occupé aussi des moyens propres à renforcer l'œuvre de sa propagande.

Enfin, il a exprimé par voie télégraphique ses profondes sympathies au gouvernement serbe et ses hommages d'admiration à l'héroïque prince-régent de Serbie.

Notez ceci :

Le Diable au Cor, organe des chasseurs alpins, fut un des premiers journaux publiés sur le front. Il est resté un des plus spirituels, un des mieux composés, et son tirage atteint, à l'heure actuelle, le chiffre formidable de 15.000 exemplaires.

Son but ? Maintenir chez les chasseurs alpins devenus vœgins depuis plusieurs mois, l'esprit de camaraderie et de bonne humeur, consacrer les bénéfices totaux du journal à venir en aide aux chasseurs originaires des pays envahis et aux permissionnaires nécessaires.

Depuis la fondation du journal, plus de 7.000 francs ont été ainsi distribués.

Pour dix francs, on a droit à un abonnement de la durée de la guerre et à la collection complète des numéros déjà parus.

Ecrire au Diable au Cor, 3^e brigade de chasseurs alpins, secteur 97.

Les idées qui passent...

La bataille de kronprinz

Du Temps :

Les Allemands escomptaient un écrasement complet de nos forces ; ils n'ont réussi, par ce formidable effort, qu'une force humaine ne peut prolonger, surtout par un temps aussi rigoureux, qu'à faire reculer quelque peu notre ligne avancée. Des renforts importants arrivés à nos troupes qui contiennent avec tant de courage cette nuée de l'ennemi ; on peut avoir pleine confiance dans le résultat.

Pourquoi les Allemands ont-ils choisi comme point d'attaque cette région de Verdun, où ils devaient bien penser trouver sur leur route une accumulation de défenses dont ils ne se rendraient pas maîtres d'un seul coup, quelle que fût la violence avec laquelle ils s'élançaient ? Il est difficile d'en trouver les raisons tactiques ou stratégiques ; c'est probablement un effet moral sur la population allemande et sur les nations étrangères qu'ils ont cherché. Verdun exerçait une sorte de fascination sur l'imagination allemande ; des cartes postales répandues en Allemagne en avaient déjà annoncé la prise ; et c'est le kronprinz qui commande cette offensive ; un succès retentissant aurait rehaussé le prestige de l'héritier du trône. Il vient de demander à ses soldats le plus formidable effort qu'une troupe puisse fournir ; il leur est physiquement impossible de faire plus et même de continuer à faire autant.

De M. Albert Milhaud (Rappel) :

Le 7 février, revenant sur cet ordre d'idées et soulignant le mot du Kaiser au roi de Bavière, moi rapporté par le Globe, que « la bataille la plus sanglante que l'on ait jamais connue » était proche, nous indiquions que cette promesse était dans la logique de l'état-major allemand.

Il était évident que les Allemands voulaient faire une nouvelle expérience du balayage pratique précédemment d'une façon victorieuse en Galicie et en Serbie, à la manière Mackensen. Les Allemands veulent à tout prix en finir le plus tôt possible. Les premiers sacrifices qu'ils ont consentis démontrent qu'ils n'entendent pas être parcimonieux et qu'ils s'engagent à fond.

Mais ne l'oublions pas, cette offensive qui est devenue une nécessité de premier ordre pour eux n'est pas à notre désavantage ; elle était aussi espérée qu'attendue et nul, ni dans la troupe, ni dans les états-majors, n'est ému de voir l'ennemi attaquer. « Qu'ils y viennent donc ! » était le cri de tous les cœurs.

Du lieutenant-colonel Roussel (Liberté) :

J'ai rencontré hier un médecin qui revenait de Verdun, après avoir assisté à la bataille du 22. Il avait vu une brigade entière qui, s'avancant en colonnes serrées, fut prise en but par nos batteries, et anéantie en un instant à peu près complètement. L'ennemi pourra-t-il indéfiniment suffire à des holocaustes pareils ?

De M. Léon Bailly (Intransigeant) :

Quelle bataille ! A côté de celle-ci, la Marne, dit-on, était un jeu d'enfant. La rigueur inusitée du temps ajoute encore à leurs peines. Pensons-nous assez à tout ce qu'ils donnent de leurs nerfs, de leur volonté, de leur sang, de leur vie, pour nous garder ce coin de France que guigne le kronprinz depuis dix-huit mois ? Soldats de France, comme à cette heure vous nous apparaissez bien tels que vous êtes, dernière raison des batailles, espérez sur quoi on puisse fonder une certitude ! Nous pourrions avoir tous les armements nécessaires et toute la science, et sans vous, sans votre volonté de ne pas être vaincus, il n'y aurait rien de fait. Notre confiance, elle vient de vous, elle est vous-mêmes. C'est pourquoi elle est si solide !

Sarrail chez Constantin

De M. Fitz-Maurice (Figaro) :

La visite du général Sarrail au roi de Grèce a encore accentué la très sensible détente que nous avons déjà signalée la semaine dernière

dans nos rapports avec le gouvernement d'Athènes. La très habile et patiente diplomatie de M. Guillemin, le ministre de France, avait préparé les voies à la reconnaissance du roi Constantin avec le commandant en chef de l'armée alliée de Salonique, que les critiques allemands avaient vaivement essayé de poser comme une sorte de soudard, résolu à fouler aux pieds tous les droits, à méconnaître toutes les susceptibilités de la souveraineté hellénique. Une heure d'entretien a suffi pour dissiper les doutes restés de méintelligence qui pouvaient subsister.

Le roi de Grèce est avant tout un soldat. L'entente s'est tout de suite établie entre lui et le vaillant soldat français qui a fait de Salonique le rempart inexpugnable de la civilisation, où il attend de pied ferme l'attaque germano-bulgare, jusqu'à ce qu'il estime le moment venu de prendre lui-même l'offensive.

La crise des transports

Extrait d'un article de M. Charles Debière, sénateur du Nord (Carnet de la Semaine). Ce que dit M. Debière est intéressant (mais il nous sera permis de désapprouver l'emploi du verbe « ovationner ») :

La crise des transports, si préjudiciable à la vie économique de la nation, est des causes de la cherté de la vie, n'est pas résolue. Elle continue. Nos ports sont toujours embouteillés. Les bateaux ne sont pas débarqués. Les quais sont encombrés. Les wagons et locomotives ne viennent pas prendre les marchandises. Il y a en ce moment au port de Rouen près de 1.000 péniches qui attendent de transporter les marchandises vers Paris. Il n'y a pas de remorqueurs pour les trainer. Insuffisance de main-d'œuvre et de matériel, désordre dans les ports, pas de remorqueurs, voilà ce que l'on peut constater après dix-huit mois de guerre !

Que M. Briand se fasse ovationner au Capitole romain, j'en suis flatté comme citoyen français. Mais j'aimerais mieux qu'il nous eût rapporté d'Italie un « nouvel élément de force militaire ».

Alcool et publicité

De la Santé de la Famille, revue d'hygiène, — sous la signature du docteur F. Mathieu :

Sachez que notre richissime marque d'anisette avait son cliché de publicité dans la plus nue et la plus sordide des revues de médecine, si bien que vous pouvez lire un élogé dihydramique de l'anisette et aussi de l'alcool sur la feuille même où paraissait un savant article d'un de nos maîtres les plus éminents touchant l'action des liqueurs telles que l'anisette et l'absinthe, action particulièrement toxique, en raison de leur richesse en alcool et aussi de leur arôme, l'essence d'anis, la plus nocive des essences.

L'annonce mensongère du fabricant de liqueur faisait peut-être vivre ladite revue. Hélas ! il faut vivre !

L'art et la guerre

De M. Henri de Régier (Journal) ces paroles d'espoir :

Sa vie intellectuelle est, en effet, une des forces de la France et elle sortira, j'en suis certain, plus vigoureuse et plus active de la longue épreuve que nous traversons. Les tragiques événements actuels auront fortement trempé les âmes et y auront déposé bien des frivolités. Beaucoup, du temps que bravaient les Français dépourvus de trop vains divertissements fera retour aux arts et aux lettres. De belles œuvres naîtront du dur apprentissage que nous aura valu la grande guerre, de belles œuvres vraiment françaises par leur mesure et leur clarté, par leur gravité et leur charme, qu'un public revenu des fausses admirations et des engouements factices sera plus apte à goûter avec émotion et avec sérieux.

La Révolte chinoise et les puissances de l'Entente

TSAI-NGO, LI LIEKIUN

Ces noms bizarres pour les yeux et les oreilles occidentales sont déjà entrés dans l'histoire, puisqu'ils tiennent une grande place dans la révolution du peuple le plus ancien et le plus nombreux de la terre.

Tsai-Ngo, Li Liekiun sont les deux généraux chinois qui mènent actuellement la campagne contre la dictature. C'est à leur voix que se soulève une partie importante de la Chine, acclamant de nouveau la République et reprochant à Yuen Chekai d'avoir violé ses serments.

Déjà une première fois, ils furent d'importants acteurs dans la tragédie de quatre années qui remplit jusqu'à ce jour l'histoire de la révolution en marche, révolution profonde dont les conséquences mondiales sont incalculables et qui pourtant s'accomplit pour les Européens, comme si elle se passait derrière un rideau tiré.

Tsai-Ngo fut célèbre en Extrême-Orient par la rapidité avec laquelle il fit triompher la République dans la province du Yunnan, et y maintint ensuite l'ordre d'une main ferme.

Li Liekiun est le général qui, en 1913, a levé le premier étendard de la révolte constitutionnaliste contre la dictature naissante de Yuen Chekai, bien que celui-ci fût soutenu par les diplomates et les banquiers étrangers.

Je connais l'un et l'autre, je les ai vus de près tous les deux. Le dernier était encore à Paris, il y a quelques mois. Il me semble que dessiner quelques traits de la physionomie de ces deux personnalités qui vivent l'histoire palpitante et sanglante du monde jaune actuel, pourra présenter quelque intérêt.

C'est à Yunnansen même, pendant la révolution, que je vis Tsai-Ngo, installé sous la garde de soldats fidèles dans l'ancien palais du vice-roi qu'il venait d'emporter de vive force après de rapides combats. Il était alors âgé de trente ans, mais, comme la plupart des Extrêmes-Orientaux, paraissait beaucoup plus jeune que cet âge ; on lui eût donné vingt ans à peine. Tsai avait fait ses études militaires au Japon et l'on disait fort ses capacités.

Le vice-roi Li Kingsi qu'il avait renversé avait été son bienfaiteur ; aussi racontait-on que lorsque Tsai, victorieux, se présenta devant son ancien maître qui redoutait le massacre, loin de lui faire aucun mal, il s'agenouilla devant lui, à la chinoise, et lui demanda pardon de la violence qu'il se voyait obligé de lui faire pour le bien du pays ; toujours est-il que Li Kingsi lui dut donc certainement la vie et même la liberté, car lorsque le vice-roi, qui avait pu fuir le massacre au consulat de France, se rendit au chemin de fer qui devait l'emmener vers le Tonkin, Tsai, avec notre consul, l'accompagna et lui fit un rempart de son autorité contre la colère de la populace et de la soldatesque soulevées. Li échappa ainsi au sort de plusieurs autres grands dignitaires dont le sang avait rougi les rues montueuses de la ville.

Tsai était un républicain modéré ; les avancés, grands admirateurs de Robespierre et de Danton, lui en voulaient de cette modération, tant il est vrai que les hommes sont les mêmes sous toutes les latitudes.

Le jeune général nous exposa longuement ses idées ; celles-ci étaient alors importantes à connaître en raison de la proximité de notre Indochine, à cause de la possession de notre chemin de fer qui traverse tout le Tonkin, depuis la mer, monte, à travers cent dix-huit tunnels, à deux mille mètres d'altitude et pénètre jusqu'au cœur de la province, sur le plateau yunnais au climat délicieux.

Lorsque vint la dictature, Tsai fut appelé à Pékin, immobilisé dans une sinécure. Toutes les grandes puissances financières d'Europe, sauf les Etats-Unis qui s'y étaient refusés, travaillant à la destruction de la République naissante, la lutte était devenue impossible pour les républicains ; Tsai obéit et fut nommé directeur de la révision cadastrale, fonction toute théorique.

Lorsqu'on parla de consolider le régime dictatorial, le jeune général devint suspect ; la police le surveillait, on perquisitionna chez lui à plusieurs reprises ; il s'enfuit à temps, alla au Japon, et réapparut bientôt au Yunnan, où les troupes l'acclamèrent. En janvier il conduisit celles-ci vers l'immense et riche province du Soutchoenn, un empire deux fois peuplé comme la France ; aux dernières nouvelles les troupes de cette province se sont jointes aux siennes et celles que Yuen Chekai a envoyées contre elles, dirigées en fait par deux officiers allemands, auraient été obligées de battre en retraite. Les choses en sont là aujourd'hui.

Quant à Li Liekiun, c'est un homme d'une quarantaine d'années à peine, aux mains fines et qui porte avec élégance le costume européen. La révolution, consacrée et incarnée dans l'assemblée de Nankin, l'avait placé à la tête d'une province centrale, sur les bords du Fleuve Bleu. Lorsque l'emprunt de 1913 fut signé contrairement à la volonté du Parlement, toute la Chine frémit. On espérait d'abord que les étrangers, particulièrement les Français et les Anglais, représentés par leurs diplomates et par leurs banquiers marchant derrière les premiers, ne collaboreraient pas à la violation de la Constitution, qu'ils ne donneraient pas d'argent à Yuen Chekai pour détruire toutes les libertés nouvelles de son pays. Il n'en fut rien ; malgré les protestations les plus solennelles, le contrat fut signé, le dictateur eut l'argent nécessaire pour payer ses soldats préteursiens, et aidé de quelques conseillers européens, il s'appretait à écraser la révolte qui déjà grondait.

Celle-ci éclata bientôt ; Li Liekiun et plusieurs autres gouverneurs, à la tête de leurs troupes, se mirent en marche vers le nord pour sauver la Constitution libérale à laquelle Yuen Chekai avait solennellement juré fidélité.

Cette révolte constitutionnelle de 1913, à la suite de l'emprunt, était le fait d'un beau désespoir, elle devait être vaincue après avoir coûté plus de cent mille vies humaines et vu s'accomplir d'indignes horreurs.

Comment, en effet, les révoltés auraient-ils pu lutter contre un homme soutenu par la France, l'Allemagne, l'Angleterre, la Russie ? Le Japon lui-même, dont les navires étaient venus au secours des républicains, dut reculer devant l'attitude des autres puissances.

Il n'en est plus de même aujourd'hui, et voilà pourquoi Li Liekiun et Tsai-Ngo ont repris les armes avec chance de succès et pourquoi peut-être toute la Chine du Sud, tout un monde de plus de deux cents millions d'hommes, attend la liberté.

Fernand Farjanel

La crue de la Seine

Nous annonçons, hier, d'après les services hydrographiques, que le mouvement de montée des eaux de la Seine s'était arrêtée, dans la matinée de jeudi, et qu'on pouvait considérer comme désormais conjuré tout danger de crue... si la neige ne tombait pas. Hélas ! elle est tombée et avec une durée et une abondance telle, non seulement sur Paris, mais dans ses environs, que les craintes provenant de la fonte des neiges ont redoublé, surtout si cette fonte se produit avant l'écoulement notable des eaux provenant des affluents en amont de Paris.

Cette chute de neige est d'autant plus importante que le niveau de la Seine avait baissé, hier, d'une vingtaine de centimètres dans la traversée de Paris, et que, dès le 21, la crue des affluents supérieurs du fleuve avait atteint son maximum.

Voici les cotes communiquées hier par les services hydrographiques, avec indication des mouvements de hausse et de baisse, comparativement aux cotes publiées la veille.

Haute Seine. — Pont de Seine, à Montreuil, 2 m. 84 (hausse 0 m. 02) ; écluse de Varennes, 4 m. 12 (pas de modification) ; pont de Melun, 3 m. 40 (hausse 0 m. 11) ; pont de Corbeil, 2 m. 67 (baisse 0 m. 20) ; écluse de Port-a-l'Anglais, 6 m. 78 (baisse 0 m. 20).

Marne. — Ecluse de Cumières, 4 m. 48 (hausse 0 m. 12) ; écluse de Chalifert, 3 m. 34 (hausse 0 m. 14) ; écluse de Charenton, 3 m. 82 (baisse 1 m. 23).

Basse Seine. — Ecluse du canal Saint-Martin (Austerlitz), 4 m. 84 (hausse 0 m. 38) ; pont de la Tournelle, 4 m. 29 (baisse 0 m. 17) ; pont Royal, 4 m. 31 (baisse 0 m. 17) ; écluse de Suresnes, 5 m. 27 (baisse 0 m. 16) ; barrage de Bezons, 8 m. 12 (baisse 0 m. 14) ; pont de Mantes, 5 m. 03 (baisse 0 m. 09) ; écluse de Méricourt, 7 m. 53 (hausse 0 m. 09).

DANS LA COUTURE

Le conflit, qui ne divisait jusqu'à présent que quelques patrons et ouvriers, semble s'étendre. Jeudi soir, à la Bourse du Travail, les ouvriers d'un grand magasin parisien ont tenu une réunion préparatoire pour envisager la situation. D'autres doivent suivre. Dans le monde des modistes, on signale également une certaine tension.

EXPLOSION

Une bouteille d'oxygène a fait explosion, hier matin, dans une usine d'air liquide. Le chef de fabrication, M. Brulon, a été tué ; M. Thomassin, pharmacien-major de 1^{re} classe, a reçu de graves blessures, ainsi que deux autres personnes.

Hémorroïdes JUBOLITOIRES
SUPPOSITOIRES SCIENTIFIQUES
Antihémorragiques, Calmants et Décongestionnants
Laboratoire de l'URODONAL, 214, R. de Valenciennes, Paris
La Boîte 1^{re} 5/50 ; les 4^{re} 20/20 ; l'Etranger 1^{re} 6 et 22 fr.

Il y a toujours des Boches à Paris

La femme Gally, allemande, qui comparait hier devant le premier conseil de guerre pour être restée à Paris sous un faux nom, afin de se soustraire au camp de concentration, est la deuxième Allemande que la justice militaire a eu à juger dans la semaine.

Cette femme, habitant Paris depuis une dizaine d'années avec un nommé Desgranges, actuellement secrétaire d'état-major à Chantilly, avait pris à la mobilisation le nom de son amant et avait pu ainsi, trompant tout le monde sur sa véritable nationalité, travailler à la confection des vêtements militaires.

Une femme Bourdon, chez laquelle elle était allée habiter, ayant voulu demander pour elle un sauf-conduit pour permettre à l'Allemande d'aller voir Desgranges à Chantilly, une lettre anonyme prévint le commissaire de police du quartier de la Gare et la femme Gally, âgée de trente-trois ans, couturière, sujette allemande, condamnée en 1908 à trois mois de prison avec sursis, pour vol, a été arrêtée.

Le conseil, après plaidoirie de M^e Viteau, a condamné la femme Gally à deux mois de prison.

EXIGEZ PARTOUT LE

MIRROR
NETTOIE ET POLI
TOUS LES
MÉTAUX
ARGENT, CUIVRE,
NICKEL, FER, LAQUE,
ETC.

La Grande MARQUE FRANÇAISE
Usine du LION NOIR MONTROUGE

M. G. Ador à Paris

On annonce l'arrivée à Paris de M. Gustave Ador, président du comité international des sociétés de la Croix-Rouge.

L'éminent homme d'Etat genevois, dont on connaît les généreuses initiatives en faveur des blessés et des prisonniers, doit faire, dimanche, à 5 heures, à la salle de l'Horticulture, une conférence sur « la Suisse et son action charitable pendant la guerre ».

Un évêque mobilisé

Mgr de Llobet, évêque de Gap depuis l'année dernière et ancien secrétaire particulier du cardinal de Cabrières, évêque de Montpellier, vient d'être appelé sous les drapeaux comme soldat auxiliaire de la réserve de l'armée territoriale.

L'un de ses frères, capitaine d'infanterie coloniale, est mort au champ d'honneur.

Leurs procédés

Marseille, 25 février. — Un torpilleur est entré, ce matin, au Frioul, remorquant une barque du voilier *Roubine*, torpiller mercredi matin dans la Méditerranée par un sous-marin ennemi.

Dans cette embarcation se trouvaient six hommes de l'équipage et les cadavres de deux marins du voilier blessés mortellement par des coups de feu tirés par les hommes de l'équipage du sous-marin ennemi, lesquels auraient fait feu sur les marins du *Roubine* alors que ces derniers cherchaient à se sauver dans leur embarcation.

Nous rappelons à nos abonnés que tout changement d'adresse doit être accompagné de la somme de 50 centimes, en mandat ou timbres-poste, pour frais de confection

LES SPECTACLES

A la Comédie-Française, aujourd'hui, mariage à 1 h. 1/2, 114^e anniversaire de la naissance de Victor Hugo. Poésies dites par MM. Lottier, Jacques Faure, Georges Le Roy, René Roches, Mines Marceline Roch, Dussane, Berthe Boyer, Yvonne Dreyfus, Colonna-Romano, Valpreux ; le cinquième acte de *Ruy Blas*, MM. Albert Lambert fils, Paul Monnier, Mme Lira, le quatrième acte de *Marion de Lorraine*, MM. Silvain, Georges Berr, Raphaël Dufry, André Delannay, Jacques Fenoux, Georges Le Roy, Louis Bachelard, René Rocher, Alioux, Jean Guillon, Mme Parlet, M. Chazeix.

Palais National, poésies (hommage à Victor Hugo) : *Hymne à Victor Hugo*, orchestre et chœurs de M. Camille Saint-Saëns ; *A Victor Hugo*, Mlle Guimard ; *Hymne national Russe*, de Lermontov ; *Hymne à Victor Hugo*, de M. Gabriele d'Annunzio ; *Hymne national Italien*, Mlle Delvair ; *Suzanne*, Mme Svalina ; *M. Emilio Verhaeren*, la *Brabançonne*, de V. Hugo, de Ode à Victor Hugo, d'Agernon Charles Swinburne ; *Hymne national Anglais*, Mlle Madeleine Rodière ; *Mon He*, Mme Lara ; *Le Siècle avait deux ans*, M. M. Weber ; *Le chant du Départ*, chanté par Gavroche ; *Mme Dussane*, orchestre et chœurs, sous les artistes en scène.

A l'Odéon, à 1 h. 1/2 : *Henri III et sa Cour* (MM. Desjardins, Mosnier, Laroche, Mlle Brès, Noël-Blanc, Gaudy) ; *Tartuffe* (MM. Desjardins, Mosnier, Laroche, Mlle Yvonne en représentation, Jeanne Rolly, Kerwich).

Au théâtre Cluny, ce soir samedi 26 février, à 8 h. 3/4, première représentation (à ce théâtre) de *Si jamais je te pince*, comédie-vaudeville en trois actes, de Eugène Labiche et Marc Michel. On commencera par la première représentation de *Maitre Nénuphar*, vaudeville en un acte, de MM. Georges de la Fouchardière et Ludovic Forlious. Première matinée demain dimanche, 2 h. 1/4.

Ce soir : COMÉDIE-FRANÇAISE, — 7 h. 45. — La Marche Nuptiale. OPERA-COMIQUE, — 8 h. 15. — La Traviata. OPERA, — 8 h. 30. — L'Espresso. VAUDEVILLE, — 8 h. 30. — Cabiria. TR. SARAH-BERNHARDT, — 8 h. 30. Le Chemineau. GAITE, — 8 h. 30. — Coralie et Cie. GYMNASE, — 8 h. 45. — Les Deux Vestaies. SCALAS-ROYAL, — 8 h. 30. — Le Polin, etc. VARIETES, — 8 h. 30. — Depuis six mois, l'impromptu du Paquetage, la Bonne Intention. PORTE-SAINT-MARTIN, — 7 h. 45. — Anna Karénine. RENAISSANCE, — 8 h. 15. — La Puce à l'oreille. TR. REJANE, — 8 h. 30. — Madame Sans-Gêne. CHATELET, — 7 h. 55. — Les exploits d'une petite Française. BOUFFES-PARISIENS, — 8 h. 15. — Kik. NOUVEAU-AMBIGU, — 8 h. 30. — Ma tante d'Honfleur. CLUNY, — 8 h. 45. — Maitre Nénuphar, Si jamais je te pince. TRIANON-LYRIQUE, — Le Pré aux Clercs. FOLIES-BERGER, — 8 h. 30. — Jusqu'au bout, OLYMPIA, — 8 h. 30. — Poinette. CONCERT MAYOL, — 8 h. 30. — Gaia Antoine. MONCEY, — 8 h. — Si j'étais Roi. ALHAMBRA, — 8 h. 30. — Attractions. CIGANES, — 8 h. 15. — En franchise, Oh ! pardon. LUTETIA, — 8 h. 15. — Un Boeuf, Pour une Buquet.

DEJAZET, — 8 h. 30. — Les Fiancés de Rosalie, GRAND-GUIGNOL, — 8 h. 30. — L'Homme qui fut aimé, l'Expérience du docteur Lorde. SCALA, — 8 h. 30. — Hardi, les bleus ! CHATEL, — 8 h. 30. — L'Enfer des Reves. ELDORADO, — 8 h. 15. — La Crevette. BA-TA-CLAN, — 8 h. 30. — La Dame du Commissaire. EUROPEEN, — 8 h. 30. — Pan ! sur les K...boches, REVUE. GAITÉ-ROCHOUART, EMPIRE, CASINO DE PARIS et NOUVEAU-CIRQUE, à 8 h. 30. Attractions. OMNIA-PATHE, — Spectacle varié de 2 à 11 h. ANTOINETTE-CINEMA PATHE, — 8 h. 30. — Matinée jeudi, dimanche, 2 h. 30.

Pharmacie de Famille Hygiène - Toilette

GOMENOL
Puissant Antiseptique Général
INOFFENSIF, CALMANT et CICATRISANT
Souverain contre toutes les infections, inflammations et suppurations quel qu'en soit le siège.
Brûlures, plaies, abcès, coliques, dysenterie, rhumes, catarrhes, mauvaise haleine, corsus, maux de dents et de gorge, aphtes, etc., etc.

Crevasse-Engelures-Gelures
LES PRODUITS DU GOMENOL sont dans toutes les Pharmacies. Renseignements et échantillons : 17, rue Ambroise-Thomas, Paris.

A VENDRE 10 TERRAINS A BATIR pour l'industrie ; à louer, promesses, etc. Plans, voir Ch. JEANIN, près Bécon, villa Jeanne, 3, Asnières. — Boches, abstenez-vous !

DAME INSTRUITE, parfaite dactylographe, de mande à faire chez elle copies littéraires ou autres. Se chargerait de remettre au point manuscrits laborieusement écrits. — Ecrire à Mme Laurent, 8 bis, rue Claude-Bernard.

Le gérant : ANTOINE KIENYIENS, Imprimerie WELLMER et ROGEE 16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris.

FEUILLETON DE L' « ŒUVRE » du samedi 26 février 1916

Les Mystères de Corneville

ou

L'ESPION MALGRÉ LUI

Roman inédit

PAR

JEAN DRAULT

UNE LONGUE LETTRE EN GUISE DE PETIT PROLOGUE

On était au 8 août 1914.

La grande guerre ne faisait que commencer. M. Perrussel (Français), commerçant retiré des affaires (Maison d'éditions scientifiques Perrussel fils et Cie), achevait de dîner en compagnie de sa femme et de ses deux grandes filles. C'était à un second étage coquet, au coin de la rue Balzac et de la rue Beaujon. La salle à manger simple, mais confortable avec ses vieux meubles de famille, ses portraits Louis-Philippe, témoignait d'une richesse déjà ancienne et d'honnêtes traditions bourgeoises qui se reconstruisent plus souvent en province qu'à Paris.

Les deux fenêtres de cette pièce donnaient sur la place qui s'orne de la statue de Balzac, et que borde l'avenue de Friedland.

Elles étaient ouvertes à deux battants ; le feuillage des arbres, à quelques mètres, formait charmille. L'air était tiède. De l'avenue, encore illuminée par le soleil couchant, montait le bruit du roule-

ment des tramways et de leurs grands coups de timbre impérieux.

Une bande passa, chantant : « Conspuez Guillaume ! Conspuez ! » On l'applaudit, des rires s'élevèrent. C'était au moment où Alice, la vieille cuisinière de Mme Perrussel, apportait sur la table une omelette sibérienne.

— Je l'ai faite tout de même ! dit-elle comme en s'excusant.

Alors, Mme Perrussel, petite grosse dame de quarante-six ans, avec de beaux restes et de fins cheveux d'un blond pâle, se mit à pleurer silencieusement. Marthe et Louise, ses deux filles, baisserent la tête. La première essuya une larme. La seconde se leva et alla entourer le cou de sa mère de son maigre bras blanc qui sortait d'une manche courbe.

— Tu pleures, s'écria M. Perrussel. Et la France, dehors, rit et s'exalte !

— C'est pour ça !

— J'aurais plutôt cru que c'était pour l'entremets... Tu as pleuré quand on l'a apporté.

— Monsieur ! dit Alice, avec la familiarité des vieux domestiques, je devais le faire parce que c'est le régal de M. Paul et de M. Jean... Malgré leur télégramme, je l'ai fait tout de même.

— Mes pauvres enfants ! murmura Mme Perrussel, en sanglotant.

— Ah ! bon ! répliqua M. Perrussel ému. Je comprends, maintenant !

— Tu ne sais plus rien de ce qui se passe ici !

— Qu'entends-tu dire ? fit le père de famille, courroucé. J'ai des préoccupations ! Oui ! Qui n'en aurait pas, devant ce cataclysme ?

Puis, se rassérénant :

— Crois-tu que je n'aurais pas aimé embrasser, avant leur départ, le lieutenant Paul et mon bon petit Jean, qui tire ses trois ans à Compiègne, dans le régiment de son aîné ?

— Ils sont partis, qu'y pouvons-nous ?

Ils pensent à nous, mais ils ne pleurent pas, eux ! Leur dernière dépêche est admirable.

Mme Perrussel pleura plus fort. M. Perrussel lui dit d'un ton où se mêlaient une émotion sincère et une ironie voulue :

— Voyons, Cécile, un peu de courage ! Que tu ne sois pas une mère romaine, bon ! mais tu peux être une mère française, saperlotte !

Mme Perrussel à travers ses larmes laissa voir qu'elle était vexée.

— Mon pauvre ami, pour l'instant, je ne peux pas être autre chose qu'une mère tout court !... Que veux-tu ? Demain, ça ira mieux, je m'habituerai à l'idée de les voir exposés à la mort. Toi tu t'habitues plus vite, évidemment !

Ce fut au tour de M. Perrussel à se vexer :

— Insinue tout de suite que je suis un mauvais père !

— Non, je ne dis pas cela, François ! Eh bien ! je suis fier, au contraire, moi, d'avoir deux fils à la guerre, là !

— Pour moi le chagrin, pour tes fils le péril de la mort, pour toi le fierté. Ah ! tu n'es pas le plus mal partagé. La M. Perrussel, dont les yeux brillèrent entre les larmes.

— J'ai voulu m'engager hier ! vociféra M. Perrussel furieux de cette fléchette. Mais j'ai 55 ans, on m'a envoyé promener. Pourtant, je suis grand, maigre, robuste ; mes cheveux sont gris, ma moustache et ma barbe encore presque noirs. Je n'ai pas l'air manchot !

Eh bien ! ils n'ont pas voulu de moi ! Il faut des protections ! Ou être député. Veux-tu que je renouvelle ma demande ?

— Non ! mon ami !... Puisqu'on ne veut pas de toi.

— Papa ! implora Marthe, l'aînée des filles, fine créature, déjà femme, maman est nerveuse.

Et Madeleine, la plus jeune, gringalette à la voix acidulée, ajouta :

— Paul et Jean auraient tant de chagrin s'ils apprenaient que vous vous disputez, et à cause d'eux !

— Donnez vos assiettes, que je vous serve !... fit le père.

On mangea l'omelette sibérienne en silence.

Sept heures et demie sonnèrent à un cartel Louis XVI, qui ornait un panneau de vieille tapisserie.

Le père, écourtant le dîner, quitta la table, préoccupé, gagna son cabinet de travail, contigu à la salle à manger, s'installa devant son grand bureau Louis XV et prépara l'enveloppe suivante :

MONSIEUR MARIELE

Rue de l'Évêché. Blois (Loir-et-Cher).

Il se leva, se promena de long en large, déchira l'enveloppe, se rassit, en écrivit une seconde. Puis, attirant à lui plusieurs feuilles de papier à lettres, il les couvrit rapidement d'une écriture fiévreuse :

« Mon ami,

« Toujours, depuis notre sortie du collège de Blois, nous nous sommes confiés nos plus secrètes pensées. J'ai manqué depuis deux ans à cette tradition d'une amitié qui plonge ses racines dans notre enfance et qui a vieilli avec nous, et il me semble que j'ai été déloyal envers toi, puisque j'ai manqué de confiance.

« Pardonne-moi, la honte me retenait. Et puis, au début, mon aventure ne valait pas une confidence. Aujourd'hui, ma femme elle-même s'aperçoit de quelque chose. Elle vient de me dire en dînant : « Tu ne sais plus rien de ce qui se passe ici. » Mon cas serait-il encore plus grave que je ne me l'imagine, et ma culpabilité serait-elle marquée au fer rouge sur mon visage ?

« Comme tous les Français, je subis

l'angoisse de l'effroyable guerre qui commence, et dans laquelle la vie de mes fils, comme du tien, est en jeu. Mais à ce cataclysme extérieur s'ajoute pour moi l'appréhension d'une catastrophe intérieure, toute morale. Et je demeure confondu que l'immense drame extérieur laisse subsister en moi un autre drame que je croyais anodin, mais qui ne se laisse pas dominer, étouffer par l'autre.

« Au fond, à toi, mon vieux confident, je n'ai jamais rien dit jusqu'ici, parce que tu aurais pu m'empêcher de faire une bêtise, et que je tenais essentiellement à la commettre.

« Il s'agit, mon Dieu, d'une femme ! Eh bien ! oui ! là ! d'une Parisienne blonde, piaffante et parfumée !

« J'ai 55 ans ; elle en a 27, simplement. Elle est modeste, une modiste dernier cri, installée rue Daunou. Elle est même la modiste de ma femme et de mes filles. C'est complet, n'est-ce pas ?

« A cinquante-cinq ans, j'ai besoin que tu me dises si je l'apparais comme un être dépourvu de morale autant que de bon sens, ou comme un malheureux qui a besoin d'être plaint, pour oser te parler d'une banalité pareille, quand la France est en feu et que mes fils vont au canon.

« Il y a un mois, mon ami, cette intrigue était brisée. Je n'avais pas eu à rompre, car Hélène ne m'avait rien accordé, après deux ans d'une cour éperdue au bout de laquelle j'abandonnais la partie, à la fois furieux d'avoir été dédaigné et même berné, heureux aussi d'échapper à un esclavage qui ne m'était même pas imposé. Dans mon assiduité, j'avais eu tous les ridicules, même celui de continuer une cour uniquement parce que je l'avais commencée, et que je ne savais comment tirer ma révérence à une femme qui avait toujours l'air de me rendre ma liberté, si j'avais un meilleur usage à en faire.

(La suite à demain.)